

Posture ou vrai danger ?

Les menaces d'Erdogan à l'encontre du président français relèvent-elles juste d'une posture politique ou signifient-elles une réelle détérioration des relations franco-turques ? Quelques éléments de réponse avec Aurélien Denizeau, chercheur à l'Ifri.

Après l'assassinat de Samuel Paty, puis le discours de Macron sur les caricatures, pourquoi Erdogan profère-t-il des insultes et se pose-t-il en champion de l'islam ?

Erdogan est en perte de vitesse auprès de son électorat le plus conservateur. Ses projets de rapprochement avec l'Égypte ou d'alliance *de facto* avec Israël sur le Haut-Karabakh ou encore ses négociations avec les Russes sur la rébellion syrienne ne passent pas. Dans ce contexte, il a besoin de développer des symboles. On l'a vu avec Sainte-Sophie transformée en mosquée. Il était prévisible qu'il saute sur l'occasion des caricatures pour se présenter en défenseur des masses musulmanes. Traiter Macron de malade mental, c'est évidemment une stratégie de communication de type populiste. Sa diplomatie est d'ailleurs plus une œuvre personnelle à vocation électorale que le résultat d'un appareil d'État.

Ce conflit vient de loin. Que reprochent les Turcs aux Français ?

Les premières tensions remontent aux années 1970 et 1980, lorsque la France a appuyé des mouvements arméniens et le début du militantisme kurde. Puis, il y a eu la reconnaissance du génocide arménien, le refus de l'adhésion turque à l'Union européenne, le soutien aux milices du PYD syrien, affilié au PKK kurde. La Turquie est restée sur l'impression que la France prend systématiquement parti contre elle. Et il y a aujourd'hui, y compris au sein de l'opposition, une forme de consensus dans l'hostilité à Emmanuel Macron. Erdogan et les militants les plus islamistes sont dans une dénonciation de son discours sur l'islam. L'opposition laïque et de gauche lui reproche sa position en Méditerranée contre la marine turque, et les nationalistes lui en veulent pour son soutien à l'Arménie.

Il y a quand même des manifestations, avec en filigrane, une incitation à commettre des actes de violence contre des Français. C'est à prendre au sérieux ?

On n'est pas à l'abri d'un débordement qui échapperait au contrôle des autorités turques. La menace contre les Français en Turquie est réelle, même si le pays reste très encadré par les forces de sécurité. En France, on pourrait voir se développer une forme de radicalisme au sein de la population franco-turque. Les Français d'origine turque sont toutefois très divisés.

Ceux qui ont des organes d'influence et des leaders d'opinion sont favorables au Parti de la justice et du développement (AKP) d'Erdogan. Ils sont dans une logique d'affrontement et de critique ouverte des pouvoirs français. Mais, très politisés, ils n'agissent pas forcément de façon très subtile, et certaines de leurs actions peuvent déraiser. Ce mercredi 28 octobre, il y a eu des heurts entre militants pro-Turcs et militants pro-Arméniens sur l'autoroute A7 dans l'Isère. Le même jour, à Lyon, des militants nationalistes ont défilé en criant des slogans islamistes et des slogans anti-Arménie.

À quoi tout cela va-t-il mener ? Y a-t-il un risque d'extension du conflit ?

On a atteint un niveau de crise jamais égalé entre la Turquie et la France. Il est possible que cela soit ponctuel et débouche ensuite sur un apaisement ou un oubli progressif. On a d'ailleurs une diplomatie qui s'active des deux côtés. Erdogan multipliant les situations de crise, il est aussi parfaitement possible que, dans trois semaines, il se retrouve en conflit avec un autre pays. Les crises, il les déclenche et il en profite pour développer son discours. Mais il a tendance à multiplier les sujets et à se tourner rapidement vers d'autres horizons.

Erdogan reste pourtant très populaire en Turquie ?

Non, il ne fait pas l'unanimité chez lui... et de moins en moins ! Certes, il conserve une base de soutiens assez solide, qui tourne autour de 40 % de la population. Mais beaucoup finissent par le quitter, que ce soient les libéraux ou certains islamistes dissidents, qui fondent leur propre parti. L'opposition traditionnelle, quant à elle, le déteste. Erdogan court aujourd'hui un risque dont lui-même est conscient, celui de finir par détricoter ce qu'il a construit : le rapprochement avec l'Union européenne, une diplomatie cohérente à l'égard du monde arabe, le succès économique – qui s'est ralenti d'un coup, avec aujourd'hui une très grave crise. Une nouvelle génération monte en Turquie. Elle se revendique souvent déiste, voire agnostique, et de fait rejette l'islam, qu'elle associe au pouvoir. Erdogan croit avoir plus ou moins réussi ses premiers mandats, mais il craint d'apparaître comme celui qui sera parti par la petite porte.

Propos recueillis par GUILLAUME DE MORANT.

La parole des sœurs

C'est dans les couloirs du quotidien *La Croix* que débute l'enquête de Constance Vilanova. Sur la piste de religieuses africaines agressées par des clercs, elle reçoit un jour un mail d'une certaine « Sœur S ». Cet été 2018, tout s'enchaîne : la plainte d'une sœur indienne contre son évêque, la prise de parole de six religieuses chiliennes, un communiqué inédit de la Leadership Conference of Women Religious (équivalent de l'ancienne Conférence des supérieures majeures française) aux États-Unis...

Voilà la force du premier livre de Constance Vilanova : documenter l'effet « boule de neige », dans le sillage de l'affaire Weinstein, des témoignages de ces femmes consacrées abusées dans leur foi et leur intégrité sexuelle. Rappelant ainsi que l'Église n'est pas hors du monde, la journaliste indépendante tend un micro empathique à ces « silencieuses », tout en décryptant le système qui les a brisées. « Depuis l'émergence du mouvement #MeToo, les choses ont changé et des religieuses à travers le monde commencent à parler », confirme le père Stéphane Joulain, qui signe la préface.

Pourtant, l'Église savait depuis plus de vingt ans. Dans les années 1990, en Afrique, deux sœurs européennes alertent le Vatican sur les agissements de certains prêtres. Elles sont aussitôt « réduites au silence au sein de leur congrégation, voire menacées par d'autres membres de l'institution », parfois même accusées de racisme.

Aujourd'hui, la loi du silence s'est fissurée et les témoignages se font écho d'un continent à l'autre. Au cours de son enquête, Constance Vilanova se rend dans l'État indien du Kerala, où « Les Cinq », des religieuses de la congrégation des Missionnaires de Jésus, font front pour défendre une sœur agressée par l'évêque de Jalandhar (État du Pendjab). La journaliste échange avec la religieuse argentine Valeria Zarza, menacée depuis qu'elle a porté plainte contre son ancien père spirituel. En France, elle rencontre notamment des victimes de fondateurs de « communautés nouvelles ».

Comment sortir de cette mécanique des abus ? Certains proposent de former les supérieur-e-s, de combattre les dérives sectaires, « terreau des abus », dans des communautés où règne la confusion entre pouvoir hiérarchique et pouvoir spirituel. Mais ces mesures ne sont-elles pas trop superficielles, alors que, comme le révèle la dominicaine Véronique Margron, certaines des communautés visées refusent toute formation ou intervention extérieure ? Pour le sociologue Josselin Tricou, des réformes plus profondes s'imposent : « Sans réévaluer la place des femmes – célibataires ou non – dans l'institution et les conditions d'accès à l'exercice du pouvoir, l'Église catholique ne réduira que marginalement les risques d'abus. »

TIMOTHÉE DE RAUGLAUDRE

Constance Vilanova,
Religieuses abusées, le grand silence,
Éditions Artège, Paris, 2020, 216 p.